



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
8 avril 2013
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2013

3-14 juin 2013, New York

Point 14 de l'ordre du jour provisoire

**Bureau des Nations Unies pour les services d'appui
aux projets**

Rapport annuel du Directeur exécutif

Résumé

En 2012, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a fourni à ses partenaires, de manière transparente et clairement justifiée, des services de gestion répondant aux normes internationales de qualité, de rapidité et de rapport coût-efficacité. Il a ainsi permis à ses partenaires de faire bénéficier les personnes dans le besoin de réalisations concrètes.

En 2012, les projets exécutés par l'UNOPS ont représenté une valeur totale de 977 millions de dollars, chiffre obtenu par application des Normes comptables internationales pour le secteur public. Calculée selon les normes comptables du système des Nations Unies utilisées auparavant, la valeur des projets exécutés a été de 1 milliard 80 millions de dollars, marquant ainsi une hausse par rapport au montant de 1 milliard 60 millions pour l'année précédente. La part des projets exécutés dans les pays à faible revenu et les pays touchés par un conflit a continué de progresser en termes de pourcentage de la valeur totale des projets exécutés.

Parmi les plus importants résultats opérationnels obtenus pour le compte des partenaires ont figuré la construction ou la rénovation de 40 écoles, 7 hôpitaux, 25 commissariats de police, 2 631 kilomètres de routes et 9 661 abris et structures de secours. Plus de 21 000 personnes ont bénéficié d'une formation dans des domaines variés, 451 manifestations ont été organisées, près de 15 millions d'articles médicaux ont été traités et un appui a été apporté aux activités de lutte antimines dans 14 pays.

En se fondant sur les conclusions de l'examen à mi-parcours mené en 2012, l'UNOPS a redéfini plus clairement ses objectifs dans les domaines dont il a été chargé par mandat et s'est investi dans le renforcement de ses services d'experts en matière de gestion durable des infrastructures, des achats et des projets. L'organisation a gagné en solidité et en flexibilité pour mieux aider ses partenaires à obtenir des résultats durables et contribuer à l'édification de l'avenir que nous souhaitons.



Éléments d'une décision

Le Conseil d'administration voudra peut-être prendre note : a) des contributions importantes apportées par l'UNOPS, souvent dans les contextes les plus difficiles, aux résultats opérationnels du système des Nations Unies et de ses partenaires; b) de l'attention accrue accordée à la durabilité et des efforts investis dans ses domaines d'expertise fondamentaux, à savoir la gestion des infrastructures, des achats et des projets.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Résultats de la gestion.	4
A. Résultats du point de vue des partenaires	4
B. Résultats du point de vue de la gestion interne.	7
C. Résultats du point de vue des ressources humaines	8
D. Résultats financiers	9
III. Résultats opérationnels	10
A. Cadre général des résultats	10
B. Principales réalisations pour le compte des partenaires	11
C. Objectif 1 : rétablir la paix et la stabilité après les conflits	13
D. Objectif 2 : relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles	16
E. Objectif 3 : renforcer la capacité des populations à développer l'économie locale et à obtenir des services sociaux	17
F. Objectif 4 : viabilité environnementale et adaptation au changement du climat	20
G. Questions intersectorielles	21

I. Introduction

1. Le Directeur exécutif a le plaisir de présenter au Conseil d'administration les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan stratégique 2010-2013 de l'UNOPS. En 2012, l'UNOPS a fourni aux partenaires des services de gestion répondant aux normes internationales de qualité et de transparence. Travaillant souvent dans les contextes les plus difficiles, l'UNOPS a aidé ses partenaires à exécuter des opérations de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement qui sont importantes pour les personnes dans le besoin.

2. En 2012, un examen à mi-parcours complet du plan stratégique a été mené et présenté au Conseil d'administration. À l'issue de cet examen, des initiatives très diverses ont été lancées afin d'améliorer l'efficacité, de préciser les objectifs et d'accroître l'attention portée à la durabilité. Bien que le présent rapport se présente sous la même forme que ceux des années précédentes, il fait ressortir autant que possible la nouvelle structure et les nouveaux objectifs.

3. Sauf indications contraires, tous les montants cités ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, adoptées par l'UNOPS en 2012. Aux fins de comparaison, certains montants ont également été calculés selon les normes comptables du système des Nations Unies, méthode précédemment appliquée par l'UNOPS. Dans d'autres cas, des comparaisons sont présentées sous forme de pourcentages de la valeur totale des projets exécutés.

II. Résultats de la gestion

A. Résultats du point de vue des partenaires

4. En 2012, les projets exécutés par l'UNOPS ont représenté une valeur totale de 977 millions de dollars, chiffre obtenu par application des Normes comptables internationales pour le secteur public. Calculée selon les normes comptables du système des Nations Unies utilisées auparavant, la valeur des projets exécutés a été de 1 milliard 80 millions de dollars, marquant ainsi une hausse marginale par rapport au montant de 1 milliard 60 millions pour l'année précédente. La part des projets exécutés dans les pays à faible revenu et les pays touchés par un conflit a continué de progresser en termes de pourcentage de la valeur totale des projets exécutés, atteignant 51 %, contre 48 % en 2011 et 39 % en 2010. Cette tendance témoigne de la confiance de ses partenaires dans la capacité de l'UNOPS de travailler dans ce type de contexte.

5. En 2012, 65 % des projets exécutés par l'UNOPS l'ont été pour le compte du système des Nations Unies, contre 61 % en 2011. Comme auparavant, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a été le plus important partenaire de l'UNOPS, contribuant pour 299 millions de dollars ou encore 31 % de la valeur totale des projets exécutés, soit le même pourcentage qu'en 2011. Cette contribution a inclus des ressources générales du PNUD à hauteur de 36 millions de dollars et d'autres financements provenant du PNUD ou de fonds administrés par le PNUD pour une valeur de 263 millions de dollars. Ce montant a inclus 18 millions pour lesquels l'UNOPS est en partenariat direct avec le PNUD, 71 millions provenant du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), 104 millions faisant l'objet d'accords

de services de gestion, dans lesquels le financement a en général été assuré par les pays hôtes, et 70 millions provenant du fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du Groupe des Nations Unies pour le développement géré par le PNUD. Le deuxième partenaire en importance du système des Nations Unies a été le Département des opérations de maintien de la paix, intervenant pour 17,8 % dans les dépenses d'exécution, contre 14,3 % en 2011. Les autres tendances notées en 2012 en ce qui concerne les partenaires onusiens ont été notamment un accroissement des projets exécutés pour le compte du Fonds international de développement agricole (FIDA), qui ont représenté au total 16,6 millions de dollars, et une hausse des dépenses d'exécution pour le compte du Haut-Commissariat pour les réfugiés, d'une valeur de 22,5 millions de dollars.

6. Le plus important gouvernement partenaire a été le Gouvernement afghan, suivi de ceux du Pérou et de l'Argentine. En Afghanistan et en Argentine, la majorité des services ont été constitués de services d'appui direct aux Gouvernements. Les projets exécutés en Argentine ont accusé une forte baisse, l'exécution de très importants marchés ayant été achevée. Au Pérou, le partenariat avec le Gouvernement s'est poursuivi dans le cadre d'un accord de services de gestion passé avec le PNUD. L'appui direct aux gouvernements, y compris dans le cadre de ce type d'accord, a représenté au total 31 %, contre 40 % en 2011.

7. L'UNOPS a travaillé en partenariat avec des institutions financières internationales, notamment dans le cadre de divers accords de partenariat avec la Banque mondiale pour des projets d'une valeur de 84 millions de dollars. La valeur de l'exécution directe pour le compte de la Banque mondiale est passée de 11,5 millions, en 2011, à 14,4 millions de dollars, et l'UNOPS a été davantage sollicité pour des services transactionnels d'achat pour des gouvernements africains sur des fonds de la Banque mondiale.

Encadré 1

Gestion de fonds affectés à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

En 2012, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a été un partenaire multilatéral prioritaire pour l'UNOPS. En sa qualité d'agent local du Fonds dans 14 pays, l'UNOPS a supervisé et contrôlé la bonne utilisation des subventions et a établi les rapports y afférents. Son travail a contribué à accroître l'efficacité de l'utilisation des fonds au service des personnes souffrant de ces maladies.

L'UNOPS a apporté son appui au programme du Myanmar en tant que l'un des deux principaux destinataires chargés de coordonner et de superviser la mise en œuvre pour des subventions d'une valeur de 60 560 000 dollars.

Au Myanmar, quelque 216 000 personnes sont touchées par le VIH, environ 291 000 souffrent de tuberculose et plus de 632 000 cas de paludisme sont signalés chaque année. Dans le cadre du partenariat UNOPS-Fonds mondial au Myanmar, plus de 4,3 millions de préservatifs ont été distribués gratuitement aux personnes les plus exposées au risque de contamination par le VIH/sida. Plus de 19 000 personnes ont reçu des antirétroviraux et plus de 268 000 nouveaux cas de tuberculose ont été

traités, avec un taux de réussite de 85 %. En outre, des marchés concernant plus de 1,2 million de moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été passés et plus d'un million de patients ont été traités contre le paludisme.

En raison de ses bons résultats au Myanmar, l'UNOPS a été choisi, à la fin de 2012, pour être le principal destinataire des subventions pour la lutte contre le paludisme au Cambodge.

8. Les activités menées par l'UNOPS pour le compte de l'Union européenne ont connu un léger ralentissement en 2012, passant de 4,1 % du total des projets exécutés à 3,5 %. La valeur des nouvelles activités signées avec l'Union européenne est passée à 90 millions en 2012, contre 38 millions de dollars l'année précédente.

9. Le plus important gouvernement donateur pour les projets de l'UNOPS a été le Gouvernement du Royaume-Uni, une part importante des fonds ayant été affectée aux opérations d'atténuation des effets de la sécheresse au Darfour. La deuxième place est revenue au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, suivi par les Gouvernements du Canada, du Japon, de la Suède et de l'Italie.

10. En 2012, les plus importants pays d'exécution ont été l'Afghanistan, le Soudan du Sud, le Pérou, le Myanmar et la Somalie. En 2011, c'était l'Argentine, l'Afghanistan, le Pérou, le Myanmar et le Soudan du Sud.

11. Les nouveaux accords conclus en 2012 entre l'UNOPS et ses partenaires ont représenté une valeur totale de 1 milliard 350 millions de dollars, marquant une légère baisse par rapport au montant de 1 milliard 450 millions de dollars enregistré l'année précédente. La conclusion de nouveaux accords s'est très nettement ralentie en Argentine mais a progressé en Afghanistan et au Soudan du Sud. La plus grande distinction a été obtenue au Myanmar, où l'UNOPS a été choisi pour gérer le fonds d'affectation spéciale pour la réalisation des trois objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé, fonds commun créé pour répondre aux besoins sanitaires de base des personnes les plus vulnérables du pays.

12. Dans le cadre de l'examen à mi-parcours, l'UNOPS a mené à bien le processus de consultation le plus largement ouvert de son histoire. Les hauts responsables ont eu des entretiens directs avec 361 représentants des parties prenantes clés dans 38 pays. Globalement, 78 % des personnes interrogées ayant déjà eu à traiter avec l'UNOPS ont déclaré qu'elles étaient satisfaites ou très satisfaites des services fournis par l'organisation. De plus amples détails sur les résultats de l'enquête sont donnés dans le document relatif à l'examen à mi-parcours (DP/OPS/2012/7).

13. Suite à l'examen à mi-parcours, l'UNOPS centre ses activités sur trois modalités d'exécution : pratiques durables en matière d'infrastructures, pratiques durables en matière d'achats et gestion durable des projets. En 2012, 41 % des projets exécutés ont concerné la gestion de projets, 33 % les infrastructures, 18 % les achats et 8 % d'autres services de gestion demandés par les partenaires. Comme les activités de l'UNOPS sont fondées sur la demande, ces chiffres sont appelés à varier suivant les années en raison, principalement, des marchés qui représentent des montants très importants.

B. Résultats du point de vue de la gestion interne

14. En 2012, l'UNOPS a réaménagé son espace de travail de gestion en ligne, qui affiche les indicateurs essentiels des résultats de l'UNOPS en temps réel. Cette approche a contribué à améliorer le contrôle de la gestion et la prise de décisions et permet aux membres du personnel de mieux évaluer les résultats de leur groupe en regard des objectifs convenus.

15. Le renforcement du contrôle s'est poursuivi grâce à la création du sous-comité consultatif pour les questions d'audit qui facilite le travail du comité consultatif pour la stratégie et les questions d'audit en matière de finance et d'audit. Le taux d'exécution des recommandations relatives à l'audit interne est passé de 86 % en 2011 à 93 %.

16. Compte tenu des conclusions de l'examen à mi-parcours et du travail complémentaire effectué par les hauts dirigeants de l'UNOPS, la structure d'ensemble de l'UNOPS a été légèrement adaptée pour répondre à la redéfinition des objectifs de l'organisation. En outre, six « résultats à obtenir absolument » ont été adoptés :

- a) Rôle de premier plan en matière d'infrastructures durables;
- b) Rôle de premier plan en matière d'achats et promotion de pratiques durables;
- c) Rôle moteur dans le développement économique;
- d) Effet multiplicateur des ressources et des missions;
- e) Optimisation des procédures internes;
- f) Des gens engagés, dotés des moyens d'agir et capables de hautes performances.

17. Toute une série d'initiatives a été prise en appui à ces objectifs. Par exemple, un Système de management environnemental pour les projets d'infrastructure matérielle a été introduit en vue de favoriser le rôle dirigeant en matière d'infrastructures durables. L'objectif est d'obtenir la certification ISO-14001 en 2013. Par ailleurs, lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (« Rio + 20 »), l'UNOPS a adopté un plan d'action en matière d'infrastructures durables qui définit des orientations pour la gestion des incidences des projets d'infrastructure sur les aspects économiques, sociaux et écologiques de la durabilité.

18. Pour promouvoir des pratiques durables en matière d'achats, l'UNOPS s'est joint à l'initiative pour des pratiques durables de passation des marchés publics et travaille en coopération avec, entre autres, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUE) à l'élaboration d'outils et de données de connaissance pour faire largement adopter des pratiques durables en matière d'achats au sein du système des Nations Unies.

19. L'UNOPS a redoublé d'efforts pour faire en sorte que tous les projets favorisent les droits et l'accès des personnes handicapées, grâce à des activités menées, par exemple, en Afghanistan, en Haïti, en Serbie et au Sri Lanka. En outre, il met actuellement au point une politique des achats visant à accroître le soutien aux droits des personnes handicapées.

20. En 2012, en application de la décision 2012/18 du Conseil d'administration, l'UNOPS a mis à la disposition du public les synthèses de tous ses rapports d'audit interne publiés après le 30 juin 2012, ainsi que les rapports d'audit interne achevés et publiés après le 1^{er} décembre 2012

21. En 2012, le Déontologue a été saisi de 462 dossiers. En application de la décision 2010/17, il en a été rendu compte de façon détaillée dans un rapport portant exclusivement sur la question (DP/OPS/2013/15), établi à l'intention du Conseil d'administration à sa session annuelle.

Encadré 2

Promotion de la transparence

En 2012, l'UNOPS a poursuivi ses efforts en faveur de la transparence, publiant les données relatives aux marchés d'une valeur de 56 milliards de dollars passés pour le compte du système des Nations Unies au cours des cinq dernières années, ainsi que des informations détaillées sur plus d'un millier de ses propres projets.

L'UNOPS est membre de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide depuis 2011, date à laquelle il est devenu le premier organisme des Nations Unies à publier des données opérationnelles suivant le format prescrit par l'Initiative. En 2012, l'UNOPS est devenu le premier organisme à « géocoder » les données sur les projets en y ajoutant des informations telles que la latitude, la longitude et un « code de précision » pour chaque projet.

L'UNOPS a créé, au milieu de 2012, le site data.unops.org, plateforme en ligne utilisant des cartes et des représentations graphiques pour informer, de manière interactive et accessible, des dépenses et des projets associés aux opérations de l'UNOPS. On y trouve également des informations interactives sur les activités d'achat du système des Nations Unies fondées sur les données communiquées aux fins du Rapport statistique annuel sur les activités d'achat du système des Nations Unies, élaboré par l'UNOPS.

C. Résultats du point de vue des ressources humaines

22. Fin 2012, l'UNOPS employait au total 6 366 personnes (contre 6 202 l'année précédente), dont 880 fonctionnaires et 5 486 vacataires (578 engagés sur le plan international et 4 908 sur le plan local). Il a recruté 137 fonctionnaires en 2012, dont 97 administrateurs recrutés sur le plan international, 13 administrateurs recrutés sur le plan local et 27 agents des services généraux. Cent trente neuf membres du personnel ont quitté l'organisation. Le taux de renouvellement du personnel a été de 15,8 %, taux inférieur à celui de 17 % enregistré en 2011. Les femmes représentaient 38 % de l'effectif total. L'UNOPS redoublera d'efforts pour recruter davantage de femmes grâce à un nouveau cadre d'action à l'échelle de l'organisation en faveur de l'égalité des sexes.

23. De nouveaux systèmes ont été mis en place en 2012 pour améliorer l'efficacité des procédures. Il s'agit notamment du système global de recrutement, du système

global de gestion des congés et du système de notation. Par exemple, le système de recrutement, combiné aux nouvelles politiques de recrutement, permet de mener à bien une procédure de recrutement en une semaine.

24. En 2012, l'UNOPS a renforcé le suivi du comportement professionnel grâce à l'application, pour la deuxième année, de la politique pilote de reconnaissance, de gratification et de sanction, approuvée par la Commission de la fonction publique internationale. Cette initiative a eu un effet positif sur l'achèvement des rapports d'évaluation et de notation, dont le taux a atteint 97 % pour la deuxième année consécutive. Elle a également permis à l'organisation de rendre hommage à plus de 20 membres du personnel pour leurs contributions exceptionnelles. Les résultats d'enquête montrent que le personnel est de plus en plus conscient du rapport entre le comportement professionnel et la réalisation des objectifs de l'organisation. La politique pilote fournit également des outils pour remédier à l'insuffisance des résultats.

25. En 2012, le personnel a participé à plus de 1 865 activités ou programmes d'apprentissage de l'UNOPS, contre 896 en 2011. Plus de 600 personnes ont achevé un programme d'insertion en ligne, 400 sont actuellement inscrits en cours de langue et plus de 50 hauts responsables suivent un programme de perfectionnement aux fonctions de direction. L'UNOPS travaille en partenariat avec l'École des cadres du système des Nations Unies et veille à ce que ses représentants participent à la formation des responsables des équipes de pays des Nations Unies. Plus de 200 membres du personnel participent à des formations externes débouchant sur une certification professionnelle, dispensées notamment par l'Association des experts-comptables (52 participants) et l'Institut agréé des achats et des approvisionnements (128 participants). Grâce à un partenariat avec Cornell University, 50 membres du personnel ont obtenu une attestation externe de compétence en gestion des ressources humaines. Plus de 600 personnes ont présenté l'examen « Prince2 » ou participé au programme de certification de la gestion de projets de l'UNOPS.

26. Pour répondre aux besoins exprimés par le personnel et pour réduire les risques pour l'organisation, des nouvelles assurances globales ont été créées ou améliorées en 2012. Le plafond de garantie des vacataires recrutés sur le plan local a été multiplié par 4 par rapport à celui de 2011 et l'indemnisation en cas de décès, de maladie ou de blessure imputable au service a été augmentée.

27. Malgré les incertitudes créées par le remaniement de la structure organisationnelle en 2012, l'enquête générale auprès du personnel, menée en février 2013, a montré que le pourcentage des personnes satisfaites de leur emploi était de 84 %, contre 82 % en 2011.

D. Résultats financiers

28. Les comparaisons avec l'exercice 2011 sont difficiles à faire car 2012 a été la première année de l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public. Conformément aux nouvelles normes, l'UNOPS a comptabilisé les recettes enregistrées après la livraison des biens et l'exécution des services. Lors des exercices antérieurs, conformément aux anciennes normes comptables du système des Nations Unies, l'UNOPS avait aussi inclus dans ses états financiers les recettes prévues au titre des engagements signés, tels que les bons de commande.

29. Au cours de l'exercice 2012, l'UNOPS a fourni des services d'appui aux projets d'une valeur de 977 millions de dollars selon les nouvelles normes comptables. Ce chiffre est à comparer à celui de 1 milliard 63 millions de dollars établi pour 2011 selon les anciennes normes. L'UNOPS a enregistré 58,8 millions de dollars de recettes au titre des projets, soit une baisse de 5 % par rapport aux recettes de 61,8 millions de dollars de 2011. Les revenus provenant des services et les recettes accessoires se sont respectivement élevés à 15,1 millions et 3,6 millions de dollars, totalisant 18,7 millions de dollars, soit une augmentation de 19 % par rapport au montant de 15,7 millions de dollars enregistré en 2011 (8,4 millions et 7,3 millions respectivement). Le total des recettes pour 2012 a été de 77,5 millions de dollars, montant équivalent à celui de 2011. Les dépenses de gestion se sont élevées à 55,5 millions de dollars, contre 67,1 millions en 2011, soit une réduction de 17 %. Le solde, après constitution d'une provision pour profits et pertes, est un excédent net des recettes sur les dépenses de 6,4 millions de dollars.

30. Une réévaluation actuarielle de ses obligations au titre des prestations dues à la cessation de service, engagée récemment par l'UNOPS, indique que, à la date de clôture de l'exercice 2012, ces obligations représentaient environ 14 millions de dollars de moins qu'à la date de clôture de l'exercice 2011. Grâce à cette réduction, l'UNOPS est en mesure de financer toutes les prestations dues à la cessation de service et de dépasser son objectif en matière de réserves obligatoires, calculé suivant une méthode établie par le Conseil d'administration. L'UNOPS communiquera toutes les informations pertinentes dans les notes explicatives des états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2012. Au moment de la rédaction du présent rapport, un prestataire de services indépendant revoyait la méthode de calcul des réserves obligatoires en tenant compte des incidences des nouvelles normes comptables, entre autres facteurs.

31. Les montants des dépenses, des recettes et du solde des fonds pour 2012 donnés ci-dessus sont des montants provisoires établis par l'UNOPS conformément aux nouvelles normes comptables et pouvant subir des modifications assez importantes. Ils doivent encore être vérifiés et audités par les Commissaires aux comptes de l'ONU.

III. Résultats opérationnels

A. Cadre général des résultats

32. En 2012, l'UNOPS a fourni un appui à 1 025 projets en cours pour le compte de ses partenaires. On trouvera des précisions sur les bailleurs de fonds et les partenaires dans les exemples donnés dans les sections B à G du présent chapitre et à l'annexe 2.

33. Les résultats opérationnels sont indiqués dans leur globalité dans la section des Principaux résultats obtenus pour le compte des partenaires ci-après, puis répartis entre quatre « objectifs de contribution »¹. Ces quatre grands objectifs définissent l'action de l'UNOPS pour 2010-2013. Ils sont dénommés « objectifs de contribution » parce que l'UNOPS contribue aux résultats de ses partenaires.

¹ Des précisions sur la répartition des projets entre ces objectifs sont données à l'annexe 4 (voir le site Web de l'UNOPS).

a) Objectif 1 (Rétablir la paix et la stabilité après les conflits) : 41,5 % des activités de l'UNOPS pour le compte des partenaires ont été menés au titre de cet objectif (contre 37 % en 2011);

b) Objectif 2 (Relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles) : 8,3 % des activités (contre 5,5 % en 2011);

c) Objectif 3 (Renforcer la capacité des populations à développer l'économie locale et à obtenir des services sociaux) : 39,3 % des activités (contre 49 % en 2011);

d) Objectif 4 (Viabilité environnementale et adaptation au changement du climat) : 10,9 % des activités (contre 8,5 % en 2011).

34. Des exemples des modalités de l'aide apportée par l'UNOPS à ses partenaires afin de promouvoir la durabilité sous l'angle de l'égalité des sexes, de l'environnement et du renforcement des capacités sont donnés tout au long du présent rapport, l'accent étant mis plus particulièrement sur les questions intersectorielles dans la section G.

35. En raison de la nature de l'appui apporté par l'UNOPS aux donateurs et aux gouvernements, les résultats obtenus dans ce domaine sont indiqués au niveau des produits. Les donateurs et les gouvernements sont les propriétaires des résultats produits par leurs projets et l'UNOPS encourage et aide les partenaires à mener les évaluations. Pour mieux mesurer les résultats, l'UNOPS établit actuellement des états de référence initiaux pour un nombre croissant de projets : il a recueilli des données de référence pour plus de 20 projets en Afrique et prévoit d'en faire de même dans d'autres régions.

B. Principales réalisations pour le compte des partenaires

36. En 2012, l'UNOPS a construit ou remis en état 27 ponts, 2 631 kilomètres de routes, 4 pistes d'atterrissage et 6 ports (14 ponts, 2 301 kilomètres de routes, 5 pistes d'atterrissage et 14 ports en 2011).

37. L'UNOPS a dirigé la construction ou la remise en état de 40 écoles, 7 hôpitaux, 5 dispensaires et 36 autres structures médicales, telles que des laboratoires et des maternités. En 2011, les chiffres étaient les suivants : 74 écoles, 14 hôpitaux, 28 dispensaires et 52 laboratoires. Des améliorations au secteur de la santé ont également apportées en 2012 grâce à la construction ou à l'amélioration de 178 installations de gestion de l'eau, telles que des barrages et des systèmes d'irrigation, et de 25 réseaux de distribution d'eau.

38. En 2012, 25 commissariats de police, 2 centres de formation de la police, 2 prisons et 4 centres de détention ont été construits ou rénovés, ainsi que 2 tribunaux et 73 autres bâtiments administratifs. En 2011, les chiffres étaient les suivants : 33 commissariats de police, 7 centres de formation de la police, 17 prisons et 4 centres de détention, ainsi que 12 tribunaux et 53 autres bâtiments administratifs.

39. Dans des zones sortant d'un conflit ou ayant subi une catastrophe, l'UNOPS a contribué à l'aide apportée par ses partenaires aux populations déplacées en construisant ou en entretenant 5 814 structures de secours d'urgence, telles que des abris, et 3 847 autres installations de secours, telles que des toilettes et des fosses

septiques. En 2011, l'UNOPS a aidé ses partenaires à construire ou à entretenir plus de 12 400 structures de secours d'urgence et 32 300 autres installations de secours, pour la plupart en Haïti à la suite du séisme.

40. Plus de 14 % de l'ensemble des projets soutenus par l'UNOPS en 2012 sont en mesure soit d'accéder directement au décompte des jours de travail créés pour les bénéficiaires, soit d'effectuer eux-mêmes ce décompte. Ces projets ont généré plus de 2,4 millions de jours de travail rémunéré pour les populations locales.

41. En 2012, l'UNOPS a apporté un appui aux activités du Service de la lutte antimines des Nations Unies (SLAM) et de ses partenaires dans 14 pays. Il a ainsi fourni une aide pour les recrutements, les achats, la passation de contrats, la gestion des subventions et les domaines technique et opérationnel, ainsi que des services financiers et juridiques.

42. Plus de 87 000 machines ou appareils ont été achetés par l'UNOPS pour ses partenaires. Plus de 15 millions d'articles médicaux ont été traités, et près de 5 millions de préservatifs et environ 2 millions de seringues ont été distribués. Plus de 9,6 millions de doses de médicaments ont été achetées ou distribuées.

43. L'UNOPS a aidé ses partenaires à renforcer les capacités locales en facilitant la formation de près de 68 autorités locales et organisations non gouvernementales et de plus de 21 000 personnes, dans des domaines tels que les infrastructures et l'assainissement (chiffre très inférieur au chiffre record de 534 000 personnes enregistré en 2011, mais qui se rapproche de la norme enregistrée auparavant). Il a organisé 484 cours de formation et ateliers (ce qui est inférieur au chiffre de 580 de 2011 mais supérieur à celui de 300 de 2010).

44. L'UNOPS a aidé ses partenaires à organiser 451 manifestations et réunions de haut niveau (contre 219 en 2011) et apporté son soutien à 5 026 organisations locales (contre 3 587 en 2011).

45. Cinquante pays ont bénéficié d'un appui en matière de gestion de l'environnement (contre 46 en 2011) et 12 espèces en voie de disparition ou vulnérables ont été protégées.

46. L'UNOPS a administré ou contrôlé plus de 800 subventions (contre 520 en 2011) pour financer des projets très divers, en plus de quelque 3 000 microfinancements du PNUD-FEM dans plus de 125 pays.

47. L'UNOPS a acheté pour plus de 735 millions de dollars de biens et de services (33 % et 67 % respectivement) soit dans le cadre d'un projet d'exécution, soit au titre de l'appui transactionnel.

48. L'UNOPS a fourni des services communs très divers au système des Nations Unies. Par exemple, il a construit ou rénové 13 bâtiments ou complexes des Nations Unies. Il a également fourni des services communs d'achat à des organismes des Nations Unies et à d'autres partenaires, notamment en achetant pour 67,5 millions de dollars de biens par le biais de UN WebBuy et en hébergeant le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies.

49. L'UNOPS a fourni 3 049 jours-personnes de services consultatifs (82 % en infrastructures, 9 % en achats et 9 % en gestion de projets).

C. Objectif 1 : rétablir la paix et la stabilité après les conflits

50. En 2012, l'UNOPS a aidé ses partenaires à instaurer les conditions d'une paix et d'un développement durables dans des régions touchées par un conflit et des États fragiles en apportant un soutien aux infrastructures, aux achats et à la gestion de projets.

51. Les 269 projets soutenus par l'UNOPS dans des régions sortant d'un conflit ont concerné par exemple des opérations de lutte antimines en Syrie, la construction de routes pour faciliter l'accès à des régions isolées d'Afghanistan et de la République démocratique du Congo (RDC), ainsi que des achats de matériel de sécurité en Sierra Leone.

52. Près de 44 % des projets aidés par l'UNOPS dans des régions touchées par un conflit ont concerné directement des travaux de construction. L'UNOPS a aidé ses partenaires à œuvrer pour l'éducation et la santé de populations sortant d'un conflit en construisant ou en réparant 37 écoles, 5 dispensaires et 3 hôpitaux. L'UNOPS s'est efforcé d'assurer à ces structures la plus grande durabilité possible sur le plan social et économique et du point de vue de l'environnement. Par exemple, en construisant des écoles au Soudan du Sud pour le compte du Gouvernement italien dans le cadre d'une initiative visant à relever les taux de scolarisation des enfants, en particulier des filles, l'UNOPS a contribué à une campagne de sensibilisation aux sexes spécifiques, a conçu un programme d'éco-entreprises et a utilisé des méthodes de construction à économie d'énergie.

53. Grâce à un financement des Gouvernements du Royaume-Uni et des États-Unis, le Gouvernement du Soudan du Sud a bénéficié de 170 jours-personnes de services consultatifs sur les infrastructures fournis par le personnel de l'UNOPS, qui a ainsi renforcé les capacités de l'État en matière de construction de routes et de lieux d'administration de la justice.

54. Pour le compte de nombreux partenaires, l'UNOPS a apporté son appui à la construction ou à la remise en état de 2 542 kilomètres de routes après des conflits, permettant ainsi d'accéder toute l'année à des services essentiels. Par exemple, l'UNOPS a géré le volet construction routière d'une vaste stratégie de stabilisation en RDC, avec un financement provenant de divers donateurs. Dans ce cadre, il a mis en application un plan détaillé d'atténuation des effets socioéconomiques et écologiques, qui prévoyait un travail en collaboration avec la population locale pour remplacer les arbres et une formation des familles à l'élevage de caprins afin de réduire au minimum les conséquences de la construction de la nouvelle route pour la faune. Dans un projet similaire, mené pour le compte du Gouvernement belge, l'UNOPS a aidé à l'amélioration d'une route qui permet désormais d'aller de Masisi à Goma en une demi-journée au lieu de trois jours. En Afghanistan, l'entretien de certaines routes a réduit de 30 % la durée du trajet vers le marché local, l'école et le dispensaire. Le Gouvernement afghan met en œuvre le projet avec l'aide de l'UNOPS, avec des fonds provenant de la Banque mondiale et du Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan.

55. L'UNOPS a contribué à stabiliser des régions touchées par un conflit en construisant ou en rénovant 2 tribunaux, 24 commissariats de police, 2 centres de formation de la police, 4 centres de détention et 2 prisons. En Palestine, par exemple, un centre de détention et de rééducation a été réaménagé et rénové par l'UNOPS, avec un financement du Gouvernement canadien, afin d'aider les

institutions de justice pénale locales à s'acquitter de leur mandat de manière plus efficace, plus responsable et plus coordonnée. Aujourd'hui, le centre comporte des sections distinctes permettant aux détenus hommes et femmes de vivre et d'assister à des cours séparément et utilise l'énergie solaire pour le chauffage.

56. Près d'un quart des projets menés dans les pays sortant d'un conflit étaient en mesure d'évaluer le travail rémunéré que leur mise en œuvre créait pour les populations locales. En engageant de la main-d'œuvre locale pour assurer la liaison avec la population locale et pour travailler sur les chantiers de construction, les projets ont créé près de 1,4 million de jours de travail, contribuant ainsi à générer des revenus et à améliorer le savoir-faire. Au Libéria, par exemple, pour la construction d'un nouveau centre chargé d'améliorer la coordination régionale entre les autorités de sécurité et de justice pour le compte du Département des opérations de maintien de la paix, par l'intermédiaire du Fonds pour la consolidation de la paix, l'UNOPS a recruté des manœuvres locaux, y compris des femmes, et les a formés à des techniques de construction durables, telles que la production sur site de briques autobloquantes à faible coût et durables.

57. L'UNOPS a aidé les gouvernements à acheter du matériel de manière transparente et rentable. Près de 7 000 articles ont été achetés pour améliorer la vie des populations touchées par les conflits, notamment des fournitures médicales, des véhicules et du matériel de construction. Par exemple, en Jordanie, le Gouvernement canadien a fait appel à l'appui de l'UNOPS pour acheter plusieurs dizaines de véhicules, dont des camions-citernes à eau, pour faire face à l'afflux de réfugiés arrivant de la Syrie en Jordanie.

58. L'UNOPS a apporté un appui en matière d'achats et de gestion de projets à plusieurs projets de recensement et projets électoraux dans des régions touchées par un conflit en 2012, par exemple en RDC, en Iraq, au Kosovo² et en Libye, avec comme principaux partenaires la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques de l'ONU, plusieurs missions de l'ONU, le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

59. En 2012, l'UNOPS a apporté un soutien aux activités du SLAM et de ses partenaires dans 14 pays. Il a ainsi fourni un appui aux recrutements, aux achats, à la passation de contrats et à la gestion des subventions, un appui technique et opérationnel, ainsi que des services financiers et juridiques. Pour une valeur totale d'environ 163 millions de dollars, l'UNOPS a aidé le SLAM, son principal partenaire, à obtenir des résultats nombreux et variés :

a) À Abyei, zone faisant l'objet d'un litige entre le Soudan et le Soudan du Sud, où, après le décès de casques bleus tués par des mines antipersonnel, l'UNOPS a mené à bien la passation de contrats d'urgence pour le déminage de 309 kilomètres de routes et de 10 kilomètres carrés de terrain hors route pour la mission des Nations Unies, des organismes humanitaires et les personnes déplacées de la région;

b) En Afghanistan, où 90 % des 233 terrains déminés sont maintenant exploités à des fins productives;

c) En Côte d'Ivoire, où 45 sites de stockage d'armes et de munitions ont été rendus à leur état normal;

² Mentionné dans le présent document dans le cadre de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

d) En RDC, où le Centre de coordination de la lutte antimines des Nations Unies a travaillé avec la Mission des Nations Unies pour la stabilisation après le récent conflit pour évaluer et déminer rapidement l'aéroport de Goma et ses alentours;

e) En Libye, où les équipes du SLAM, déployées par l'intermédiaire de l'UNOPS, a aidé le pays à entamer la recherche de solutions à ses problèmes de gestion des munitions;

f) En Palestine, où près de 3 000 hommes, femmes et enfants vivant dans des zones touchées par le conflit ont assisté à des séances de sensibilisation aux dangers créés par les engins de guerre non explosés;

g) En Somalie, où la vie de plus de 250 000 Somaliens a été améliorée grâce à l'élimination des engins dangereux, à la sensibilisation et à l'ouverture de certaines zones à l'aide humanitaire;

h) Au Soudan du Sud, où le nombre de personnes tuées et blessées par des mines a chuté de 92 %;

i) Au Soudan, où des messages d'éducation sur les dangers des mines ont été délivrés à plus de 80 000 personnes, grâce à des représentations théâtrales itinérantes, des émissions radiophoniques, des campagnes et des documents éducatifs, financés par des subventions gérées par l'UNOPS;

j) En Syrie, où le projet a consisté en un appui direct à l'équipe de pays des Nations Unies pour essayer de remédier à la crise humanitaire en cours.

Encadré 3

La modernisation d'un établissement de formation renforce les capacités de la police en Palestine

Le Collège de Palestine pour la police scientifique, à Jéricho, a été inauguré en 2012 après d'importants travaux de modernisation; il met à la disposition de la police civile palestinienne des installations de formation ultramodernes et renforce l'égalité des sexes dans la police.

Pour le Collège, l'UNOPS a conçu et construit ou remis en état 14 bâtiments en se souciant tout particulièrement des questions sexospécifiques afin d'assurer des conditions équitables de participation et d'éducation aux élèves agents de police femmes. Le Collège, qui ne pouvait accueillir à la fois que 150 élèves agents de police hommes, peut désormais accueillir 620 élèves des deux sexes. De plus, 72 formateurs peuvent maintenant travailler sur place, ce qui permet de dispenser toute la formation de la police civile localement et de normaliser ainsi les procédures dans toute la police.

Le Collège, d'une valeur de 15 millions d'euros, a été financé par la Commission européenne et les Gouvernements du Canada, du Danemark, de la Finlande, des Pays-Bas, de la Suède et du Royaume-Uni.

Encadré 4

L'utilisation d'infrastructures d'urgence contribue à réduire les taux de mortalité dans les camps de réfugiés au Soudan du Sud

L'UNOPS aide ses partenaires à réduire les taux de mortalité dans les régions isolées du Soudan du Sud en fournissant des services de construction d'infrastructures d'urgence pour faciliter l'accès à plus de 180 000 réfugiés.

La saison des pluies de 2012 a provoqué l'inondation des cinq principaux camps de réfugiés de Maban et de Yida, causant une recrudescence des maladies et rendant l'accès difficile pour les organismes humanitaires. L'UNOPS fournit des services de construction afin que des itinéraires d'approvisionnement restent utilisables pour les activités de secours.

Par exemple, l'UNOPS a construit, pour le compte du Fonds humanitaire commun, une piste d'atterrissage de 800 mètres de long à Yida pour permettre aux organismes d'aide d'accéder plus facilement aux réfugiés et pour contribuer à atténuer la crise humanitaire dans la région.

Les rapports initiaux indiquent que l'amélioration de l'accès à l'eau salubre, qui dépasse actuellement la norme minimale recommandée, et l'apport de fournitures médicales empruntant la nouvelle piste d'atterrissage figurent parmi les facteurs qui contribuent à la très importante réduction du taux de mortalité local. Lors du démarrage du projet, on enregistrait un décès pour quatre personnes admises au dispensaire local. Actuellement, le taux est tombé à 2 %.

D. Objectif 2 : relèvement rapide des communautés touchées par des catastrophes naturelles

60. L'UNOPS a aidé ses partenaires à réduire au minimum les conséquences à long terme des catastrophes naturelles pour les populations locales en Afghanistan, en Haïti, au Pakistan, au Sri Lanka et dans d'autres pays, en appuyant des projets de gestion des catastrophes, de relèvement rapide et de reconstruction.

61. Dans des situations consécutives aux catastrophes, l'UNOPS emploie chaque fois que possible des méthodes à forte intensité de main-d'œuvre pour exécuter les projets. Près de 30 % des projets soutenus par l'UNOPS dans ce type de contexte ont pu déterminer le nombre de jours de travail qu'ils génèrent. Dans l'ensemble, les projets ont créé près de 700 000 jours de travail. Par exemple, un projet de construction de 15 kilomètres de route en Haïti pour le compte du Gouvernement, financé par la Banque interaméricaine de développement, a injecté des liquidités dans la collectivité en créant plus de 40 000 jours de travail pour la main-d'œuvre locale et a permis de dispenser une formation organisée à des ingénieurs du Ministère des travaux publics tout au long du processus de construction de la route.

62. Chaque fois que possible, l'UNOPS mesure les résultats de ses activités postérieures au redressement. Au Sri Lanka, dans le cadre des activités en cours consécutives au tsunami, l'UNOPS a participé à la construction de 6 lieux d'ancrage

et sites de débarquement de la pêche, pour le compte du Gouvernement et avec un financement du FIDA. Ces travaux ont permis d'accroître de 70 % le nombre de personnes utilisant l'un des lieux d'ancrage et de 50 % la participation des femmes concernées.

63. L'UNOPS a mis à profit ses connaissances spécialisées en infrastructures pour créer des lieux d'hébergement sûrs et stables pour les familles qui se retrouvent sans abri temporairement ou de manière permanente à la suite de catastrophes naturelles. En 2012, pour le compte de ses partenaires, il a construit ou réparé au total 5 314 abris temporaires, dont plus de 3 700 pour des familles touchées par des inondations au Pakistan, avec un financement du Gouvernement des États-Unis. Ce projet était largement axé sur la durabilité; il a comporté l'utilisation de matériaux locaux, la formation de la main-d'œuvre locale en techniques de construction, la création de 168 000 jours de travail, le recrutement de femmes agents de mobilisation sociale afin de communiquer avec les femmes locales et de s'assurer qu'il soit tenu compte de leurs besoins, ainsi qu'une formation en hygiène et en gestion des risques liés aux catastrophes pour les bénéficiaires des abris.

64. L'UNOPS a aidé ses partenaires à inciter les gens à retourner chez eux après une catastrophe, par exemple en réparant ou en démolissant près de 2 500 bâtiments endommagés, après le séisme en Haïti. À la demande du PNUD, l'UNOPS a apporté un appui aux procédures juridiques visant à établir clairement les droits de propriété des intéressés lorsque des bâtiments devaient être démolis. L'UNOPS a pu s'appuyer sur un réseau de gestion des débris qu'il a mis en place après le séisme pour évacuer les gravats hors de ces bâtiments et d'autres bâtiments endommagés, traitant près de 400 000 mètres cubes de débris au total en 2012 et recyclant plus de 80 000 mètres cubes. Dans le cadre de son engagement en faveur de la durabilité économique, l'UNOPS a renforcé les capacités des entreprises de démolition locales durant ce projet, en contribuant à mettre au point un ensemble de procédures d'hygiène et de sécurité relatives au travail de démolition et pouvant être reproduites, tout en réduisant la quantité de poussière créée par le concassage des gravats.

65. L'UNOPS s'est employé avec la population locale à réduire les risques liés à des futures catastrophes. En Colombie, il a fourni 360 jours de services de conseil spécialisé en infrastructures, pour le compte du PNUD, pour faciliter la mise en œuvre d'un projet de réduction des risques financé par le Fonds pour l'adaptation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

66. Outre la fourniture de services d'experts en réduction des risques liés aux catastrophes aux projets d'infrastructures, le soutien de l'UNOPS a concerné la gestion de projets et l'achat de biens techniques. L'UNOPS a notamment apporté son appui à des travaux de recherche sur les volcans en RDC pour le compte de la Commission européenne et le Gouvernement suisse.

E. Objectif 3 : renforcer la capacité des populations à développer l'économie locale et à obtenir des services sociaux

67. En 2012, l'UNOPS a apporté son soutien au développement économique local et a amélioré l'accès aux services sociaux dans des contextes très divers. Par souci de clarté, la présente section portera essentiellement sur les projets menés dans des

pays à faible revenu et à revenu moyen qui n'ont pas subi récemment de conflit (voir Objectif 1) ni de catastrophe naturelle (voir Objectif 2).

68. L'UNOPS a géré la chaîne d'approvisionnement de plus de 9,6 millions de doses de médicaments en Argentine, au Myanmar et au Paraguay pour le compte de plusieurs partenaires. Plus de 14,7 millions d'autres fournitures médicales ont été traitées par des projets soutenus par l'UNOPS, tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, fonds multi-donateurs, au Myanmar. Parallèlement aux services d'achat directs de fournitures médicales, l'UNOPS a fourni des services d'accompagnement sous forme de renforcement des capacités. Par exemple, au Pérou, lors de l'achat de matériel médical de haute technologie pour l'agence nationale d'assurance maladie, le projet a inclus une formation du personnel médical à l'utilisation du matériel et une formation du personnel technique à son entretien.

69. L'appui apporté aux partenaires en matière d'achats a également pris la forme de l'achat de plus de 81 000 machines ou appareils et de 6 778 véhicules, notamment des ambulances et des motos, pour les ministères de plusieurs gouvernements.

70. L'UNOPS a construit ou rénové 4 hôpitaux et remis en état 13 centres sanitaires pour le compte de ses partenaires, et construit ou rénové 30 laboratoires. Par exemple, 7 laboratoires de tuberculose ont été construits en Inde pour le Gouvernement pour le compte de la Fondation pour l'innovation en matière de nouveaux diagnostics (FIND), avec un financement du Fonds mondial. Chaque laboratoire a été construit en 90 jours, conformément à la demande du partenaire.

71. En sa qualité de partenaire d'exécution du vaste programme de partenariat de l'Union européenne pour les municipalités (PROGRES) en Serbie, l'UNOPS a contribué à stimuler le développement pour le compte du Gouvernement, de l'Union européenne et du Gouvernement suisse. Les activités ont été les suivantes : reconstruction d'une usine de traitement de l'eau pour alimenter en eau salubre un quart de la population de Sjenica et de Lebane; construction, à Kursumlija, d'un laboratoire qui a réduit de 30 % le délai requis pour des analyses médicales; achat d'un camion benne neuf à Bosilegrad, fournissant ainsi des services de ramassage des ordures à 50 % de la population au lieu de 30 % auparavant.

72. Outre l'exécution directe et l'appui transactionnel, l'UNOPS a fourni 2 568 jours-personnes de services consultatifs à ses partenaires dans les pays à faible revenu et à revenu moyen (voir encadré 5). Par exemple, l'UNOPS a appuyé les efforts entrepris par le Gouvernement kényan pour décentraliser les services de passation des marchés publics conformément à sa nouvelle Constitution. L'équipe s'est entretenue avec les parties prenantes dans tout le pays, notamment les hauts fonctionnaires des ministères, les partenaires de développement, les fournisseurs locaux et les groupements de jeunes et de femmes, utilisant une méthode fondée sur un système d'évaluation comparative des marchés reconnu sur le plan international.

73. L'UNOPS a mené plus de 320 activités de recherche pour ses partenaires et, par exemple, a mené à bien des évaluations d'infrastructures pour des centres de santé communautaires en Indonésie pour le compte de l'Initiative Clinton d'accès à la santé, afin de contribuer à la mise à disposition de traitements de haute qualité du VIH là où les populations locales en ont besoin.

74. Plusieurs projets en faveur de la durabilité économique dans des pays à faible revenu et à revenu moyen ont bénéficié d'un soutien, tels que le Cadre intégré renforcé, fonds d'affectation spécial pluripartenaires qui aide les pays à accroître leurs capacités de participer au commerce international. En 2012, par exemple, l'UNOPS a soutenu un projet s'inscrivant dans ce cadre, financé par la Suisse, qui vise à enseigner aux agriculteurs de la République démocratique populaire lao des pratiques d'agriculture durable.

75. L'UNOPS a fourni un appui transactionnel et des services consultatifs relatifs aux ressources humaines à des projets menés dans des pays concernés par l'Objectif 3, recrutant 1 322 experts et administrant les contrats de 1 869 membres du personnel pour le compte de ses partenaires. Par exemple, l'UNOPS a recruté des experts pour aider la Mission d'observation électorale de l'Union européenne dans ses opérations au Kenya, y compris un analyste de la problématique homme-femme afin de promouvoir la participation des femmes au scrutin.

76. Parallèlement au soutien opérationnel apporté aux projets sur le terrain, l'UNOPS a organisé 205 conférences ou manifestations, souvent dans le cadre de l'appui pour le compte du PNUD aux initiatives programmatiques de haut niveau visant à améliorer la coopération Sud-Sud, telles que le renforcement des capacités du Groupe des 77.

Encadré 5

Appui en matière d'infrastructures, d'achats et de gestion aux soins de santé au Nicaragua

Un vaste et nouveau centre hospitalier universitaire est en construction au Nicaragua pour améliorer l'accès de la population locale aux services médicaux.

Ce projet est exécuté par le Cuerpo Médico Militar pour le compte du Gouvernement, et l'UNOPS fournit des services consultatifs pour la construction et des services d'achat pour le matériel nécessaire. Pour faciliter le passage du personnel d'un autre hôpital plus petit à celui-ci, l'UNOPS a fourni des services d'experts en gestion de projet pour la mise au point d'un système qui permet d'assurer l'administration et la gestion technique courantes du nouvel hôpital.

Le bâtiment répondra à des normes antisismiques strictes; une usine d'épuration d'eau sera construite afin que l'eau puisse être réutilisée pour l'irrigation, et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) fournira des panneaux solaires pour le chauffage de l'eau. L'Organisation panaméricaine de la santé aide le projet en donnant une formation sur la réduction des risques liés aux catastrophes. Au titre de la coopération Sud-Sud, le Gouvernement mexicain a apporté une aide financière au Gouvernement nicaraguayen pour ce projet, sous forme de subventions financées par la Banque centraméricaine d'intégration économique.

F. Objectif 4 : viabilité environnementale et adaptation au changement du climat

77. Pour le compte de ses partenaires, l'UNOPS, en 2012, a aidé les populations locales à s'adapter au changement climatique, à tirer parti des sources d'énergie durables, à préserver la biodiversité et à atténuer les conséquences des catastrophes naturelles ou des conflits sur l'environnement.

78. L'UNOPS a apporté son aide à des initiatives visant à aider les populations locales à exploiter leurs ressources de manière plus productive. Par exemple, aux Maldives, pour le compte du Gouvernement par l'intermédiaire du PNUD, avec un financement du Fonds pour l'adaptation, l'UNOPS a conçu un réseau de gestion intégrée des ressources en eau afin d'alimenter en eau potable chaque famille dans trois îles. Pour s'assurer que le projet réponde aux besoins de tous les membres des familles, le comité d'administration du projet a consulté les membres des trois commissions de la promotion de la femme de ces trois îles.

79. L'UNOPS a aidé ses partenaires à renforcer les capacités de faire face au changement climatique. Par exemple, il a mis à profit ses connaissances spécialisées en gestion de projet pour organiser 102 initiatives sur l'adaptation au changement climatique dans de nombreux pays pour le compte de nombreux partenaires; il a organisé, dans le cadre de la coopération Sud-Sud, une formation sur le changement climatique pour 333 journalistes d'Afrique, pour le compte du PNUD et d'autres partenaires; il a construit 5 barrages (ou hafirs) au Soudan afin d'atténuer les effets de la sécheresse, pour le compte du PNUE et du Gouvernement du Royaume-Uni. L'UNOPS a fourni des services d'achat à un grand nombre de projets relatifs au changement climatique, tels que l'achat de données satellite et de matériel satellite pour surveiller la vitesse de la déforestation en Indonésie pour un projet REDD+, pour le compte du Gouvernement et du PNUD.

80. L'UNOPS peut apporter son soutien lorsque le caractère transfrontalier des problèmes d'environnement exige une action internationale coordonnée. Par exemple, en coordination avec le PNUE et à la demande du PNUD, l'UNOPS exécute 20 projets financés par le FEM portant sur des réseaux hydrographiques transfrontaliers. Les projets du portefeuille d'activités concernant les eaux internationales aident les pays à travailler ensemble et à partager leur savoir afin de lutter contre les agressions écologiques, comme celles qui sont causées par l'absence d'une gestion durable des ressources ou par la pollution industrielle. En 2012, l'UNOPS a mené à bien 15 analyses scientifiques d'entreprises et possibilités relatives aux ressources en eau et a facilité la mise en œuvre de 79 projets de démonstration, par exemple en contribuant au renforcement des capacités locales en matière de gestion durable de la pêche dans toute l'Indonésie, en Malaisie et aux Philippines.

81. Des partenaires ont demandé à l'UNOPS d'établir 59 rapports qui font appel à ses principaux domaines d'expertise, notamment des études de faisabilité de la construction d'une nouvelle usine de biogaz en Haïti, à l'intention du PNUE. L'UNOPS a apporté son appui à 170 projets de recherche scientifique, dont une enquête sur l'ampleur du braconnage dans le Parc national Manda, au Tchad, pour le compte du PNUD.

82. L'UNOPS est le partenaire d'exécution du PNUD pour le Programme de microfinancements du FEM, qui encourage les initiatives locales de recherche de

solutions aux préoccupations environnementales mondiales relevant des domaines prioritaires du FME, à savoir la préservation de la biodiversité, l'atténuation des effets du changement climatique, la protection des eaux internationales, la prévention de la dégradation des sols, la gestion des forêts et l'élimination des polluants organiques persistants. Les projets qui donnent les meilleurs résultats ont eu une influence sur l'élaboration des politiques locales et nationales. En 2012, l'UNOPS a assuré la gestion administrative et financière de quelque 3 000 projets dans plus de 125 pays et acheminé environ 52 millions de dollars vers des organisations non gouvernementales ou communautaires. Parmi les projets de 2012 ont figuré une initiative des femmes des Comores visant à remédier à la dégradation des sols et à améliorer les conditions de vie grâce à l'utilisation de fours solaires et, au Vanuatu, la protection des récifs coralliens par les communautés locales.

G. Questions intersectorielles

83. En 2012, l'UNOPS a fait une plus large place à la durabilité dans ses objectifs. À l'avenir, il rendra compte de ses réalisations en regard d'un grand nombre d'indicateurs de la durabilité sociale, économique et écologique. Concernant 2012, son rapport sera, comme auparavant, établi en fonction des critères de durabilité pris en compte dans les questions intersectorielles suivantes : égalité des sexes, environnement et renforcement des capacités nationales.

84. En 2012, l'UNOPS a aidé ses partenaires à poursuivre les initiatives intersectorielles dans la réalisation de ses quatre objectifs de contribution. Dans certains cas, lesdits objectifs constituaient aux-mêmes les objectifs des projets, mais dans la majorité des cas, ils ont été intégrés à des projets dont l'objectif principal était différent.

Renforcement des capacités nationales

85. Près de 50 % de tous les projets soutenus par l'UNOPS visent d'une manière ou d'une autre à renforcer les capacités nationales, essentiellement en consolidant les institutions ou en développant les compétences. Dans la plupart des cas, les projets comportaient des activités spécifiques de renforcement des capacités nationales dès leur conception initiale. Par exemple, l'UNOPS fournit une assistance technique au Projet national d'accès rural d'urgence en Afghanistan, qui vise à aider plusieurs ministères à améliorer l'état des routes et des ponts et à travailler avec plus d'efficacité. Ce projet a comporté une part considérable de mise en place d'institutions pour les ministères concernés, outre la création de près de 300 000 jours de travail en 2012. Au Libéria, pour le compte du PNUD, l'UNOPS a dispensé à des manœuvres hommes et femmes une formation en construction tout en modernisant l'Académie nationale de police.

86. Dans environ 15 % des cas, où le plan initial des projets ne prévoyait pas de produits spécifiques liés au renforcement des capacités, les directeurs de projet de l'UNOPS ont pu intégrer des éléments de renforcement des capacités, souvent sous forme de formation en cours d'emploi pour les autorités ou les collectivités locales. Par exemple, en construisant des ponts à piles d'acier au Sri Lanka pour le compte du Gouvernement, l'UNOPS a fait participer des ingénieurs stagiaires des universités locales afin de renforcer leurs compétences en construction de pont et en gestion de projet.

87. L'UNOPS s'est souvent efforcé de partager les pratiques optimales dans tous les domaines du développement. En Haïti, par exemple, l'UNOPS s'est employé avec le Gouvernement et le FNUAP à élaborer des plans de construction de maternités pouvant être reproduits. Les organismes de développement peuvent ainsi plus facilement répondre aux besoins locaux en satisfaisant aux normes internationales en matière de soins maternels.

88. Dans le cadre de l'appui à la gestion des projets, l'UNOPS a dispensé des formations organisées tout en exécutant des projets dans des secteurs variés pour le compte de ses partenaires, contribuant à accroître le savoir-faire et les connaissances théoriques de plus de 21 000 personnes. Tout en exécutant des projets très divers pour le compte de différents partenaires en Iraq, par exemple, l'UNOPS a organisé des formations pour renforcer les capacités des autorités nationales de gestion des ressources en eau, des journalistes, des entrepreneurs, des organisations non gouvernementales et des députés.

89. Étant donné son rôle d'appui central pour les achats, l'UNOPS renforce souvent les capacités d'utiliser et d'entretenir le matériel qu'il achète. Par exemple, à l'occasion de l'achat de matériel de détection et d'élimination des bombes pour la police pakistanaise, financé par l'Union européenne, l'UNOPS a également formé 40 policiers à l'utilisation de ce matériel, contribuant ainsi à l'amélioration de la sécurité et à l'appropriation locale. De même, lors des transactions relatives à l'achat de panneaux solaires pour des bâtiments administratifs en RDC pour le compte des Gouvernements des États-Unis d'Amérique et des Pays-Bas, l'UNOPS s'est assuré que le fournisseur accepte de donner aux techniciens du Gouvernement une formation à l'utilisation et à l'entretien du matériel.

Égalité des sexes et autonomisation des femmes

90. En 2012, 32 % des projets soutenus par l'UNOPS visaient à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Dans la plupart des cas, ils prévoyaient dès leur conception des produits obligatoires en matière d'égalité des sexes. Par exemple, le projet PROGRES de l'Union européenne, en Serbie, vise à renforcer les capacités des administrations locales, notamment en les aidant à résoudre des problèmes liés aux sexospécificités.

91. Même dans le cas des projets qui, initialement, ne prévoyaient de produits spécifiques relatifs à l'égalité des sexes, presque 1 directeur de projet sur 5 a pu inclure des éléments en faveur de l'autonomisation des femmes. Bon nombre de ces projets ont favorisé la création d'emplois pour les femmes, en fixant par exemple un objectif de 40 % de manœuvres femmes dans les projets de construction soutenus par l'UNOPS en Haïti. D'autres ont facilité le retour des femmes au travail, par exemple en prévoyant une garderie dans le nouveau centre des Nations Unies à Panama.

92. D'autres projets ont œuvré pour l'égalité en offrant directement une formation aux femmes. En Haïti, par exemple, un programme de sensibilisation sur le choléra a comporté des éléments ciblant spécifiquement les femmes. Certains projets ont également contribué au renforcement des capacités de tenir compte des sexospécificités, comme l'Initiative pour un partenariat entre la Norvège et l'Inde, qui vise à réduire les taux de mortalité infantile et maternelle en Inde et qui, en 2012, a élaboré un manuel sur l'égalité des sexes à l'intention des agents sanitaires.

93. Environ la moitié des projets en faveur de l'autonomisation des femmes ont amélioré l'accès des femmes aux services sociaux et leurs perspectives sociales en construisant des structures où les filles et les femmes peuvent bénéficier de la justice, de l'éducation et de soins de santé. Par exemple, l'UNOPS a construit deux écoles primaires au Soudan du Sud, pour le compte du Gouvernement italien, dans le cadre d'un projet qui vise à élever les taux de scolarisation des filles, crée des clubs de filles, organise des ateliers sur le droit des filles à l'éducation, distribue des serviettes hygiéniques et donne une formation sur leur utilisation aux mères et aux étudiantes.

Durabilité du point de vue de l'environnement

94. En 2012, 31 % des projets soutenus par l'UNOPS visaient à améliorer la durabilité du point de vue de l'environnement, soit directement, soit en œuvrant pour l'utilisation durable des ressources naturelles, en introduisant des techniques de construction axées sur la durabilité ou en encourageant l'utilisation de sources d'énergie renouvelables.

95. De même que les centaines de sous-projets environnementaux organisés par le Programme de microfinancements du FEM, 109 projets mis en œuvre par l'UNOPS étaient principalement axés sur l'environnement (voir Objectif 4). Un peu plus de 100 projets non liés à l'environnement comportaient dans leur plan initial des produits liés à la question intersectorielle de la durabilité et 58 directeurs de projet ont ajouté, au cours de la mise en œuvre, des éléments en faveur de la viabilité du point de vue écologique.

96. En exécutant les projets, l'UNOPS s'emploie, en étroite collaboration avec les populations locales et les organisations locales de la société civile, à réduire au minimum ou à atténuer toute incidence préjudiciable à l'environnement. C'est le cas, par exemple, pour un projet de construction de routes en Afghanistan, mis en œuvre par le Gouvernement avec le soutien de l'UNOPS pour le compte de plusieurs bailleurs de fonds. Dans le cadre de ce projet, un plan de gestion de l'environnement et de gestion sociale distinct a été élaboré concernant chaque route pour traiter des questions telles que la perte des arbres, l'acquisition des terres, l'évacuation de la terre, la pollution atmosphérique et acoustique et la pollution des eaux. Ce plan a été inclus dans les appels d'offre afin que tous les contractants soient conscients de leurs responsabilités écologiques et sociales.

97. L'exploitation durable des ressources naturelles a été assurée selon diverses modalités, depuis la sélection des matériaux de construction jusqu'à la promotion du recyclage. Des techniques de construction axées sur la durabilité ont été intégrées aux projets de construction chaque fois que possible, par exemple en réduisant au minimum l'utilisation de béton dans la construction d'abris au Pakistan, pour le compte du Gouvernement des États-Unis.

98. En planifiant ses opérations, l'UNOPS veille tout particulièrement à prévoir l'utilisation des techniques les plus récentes et de méthodes de construction modernes axées sur la durabilité. Ainsi, les bâtiments construits sont plus durables, pour moins de ressources utilisées. Lors de la construction des locaux du PNUD à Brasilia, par exemple, l'UNOPS a conçu la construction en ayant en vue l'économie d'énergie, en combinant des couleurs qui maintiennent la fraîcheur à l'intérieur du bâtiment et un ensoleillement direct pour le chauffer. En outre, l'UNOPS a acheté des climatiseurs à économie d'énergie et des robinets qui économisent l'eau. La

gestion des ressources en eau prend une importance croissante dans les services de construction de l'UNOPS : plusieurs projets comportent des systèmes de captation des eaux de pluie et des plans d'irrigation.

99. La promotion des techniques associées aux sources d'énergie renouvelables a pris notamment la forme d'achat de panneaux solaires en RDC, au Guatemala, en Palestine et au Soudan du Sud pour le compte de très nombreux partenaires.

100. Bon nombre de projets ont intégré des critères relatifs à la protection de l'environnement dans les processus de passation de marchés, ou lors du contrôle de l'utilisation des subventions. Par exemple, en Éthiopie, où l'UNOPS joue le rôle d'agent local du Fonds mondial, l'organisation aide ses partenaires d'exécution à n'utiliser que des insecticides qui satisfont aux normes écologiques internationales.

Encadré 6

Amélioration de la santé des familles autochtones au Paraguay

Des centaines de familles autochtones pauvres du Paraguay ont reçu la formation et le matériel nécessaires à l'amélioration de l'assainissement et de la viabilité écologique dans les communautés locales.

Dans le cadre d'un accord avec le PNUD et grâce à un financement du Gouvernement paraguayen, l'UNOPS a fourni des services de gestion d'infrastructures pour le projet pilote qui consiste à construire 112 structures d'assainissement de base pour les familles, comprenant un emplacement pour le bain et un autre pour la cuisine.

Outre la construction des installations, le projet a été entrepris directement avec les organisations communautaires et les familles, dispensant une formation en santé, hygiène et utilisation durable de l'eau, ainsi qu'en égalité des sexes et en participation civile. Une méthodologie a été élaborée pour aider les institutions à améliorer la mise en œuvre des plans de gestion des déchets solides dans les collectivités rurales et autochtones.

L'UNOPS a travaillé avec les autorités nationales, locales et autochtones pendant toute la durée du projet.